

« La parole n'a pas été donnée à l'homme ; il l'a prise ». ARAGON

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Mai  
Juin

2018 - N°68

1€

L'invité du DR :

**Robert Verteneuil,**  
**Sécretaire Général de la**  
**FGTB**

Vladimir Caller

Aux USA : le retour de Hillary !

Martin Willems

Les petits-jobs comme avenir

Romain Gelin

Belfius : pour une banque au service de l'intérêt général

Roland Marounek

L'affaire Skripal à la Ghouta

Georges Berghezan

Sur le livre « *L'ascension de Mobutu* » de Ludo De Witte

Bruno Drewski

Palestine : le grand oubli

Marc Pierret

Sur « *Marx in Soho* » (théâtre) de Howard Zinn

Voici ceux qui parlent d'« États voyous »

Éditorial :

L'agression contre la Syrie

HOOLIGANISME DE TRES HAUT NIVEAU

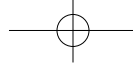
Ce vendredi 13 avril, une coalition formée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni a lancé plus de cent missiles de croisière contre diverses cibles syriennes. A noter que cette agression eut lieu sans le moindre accord du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l'Union Européenne, ou des propres parlements des pays agresseurs. Pourtant, il s'agissait d'un acte de guerre caractérisé. Autrement dit, ces trois puissances ont piétiné, sans la moindre gêne, des principes de base du droit international. À noter également que cette agression arrive au moment précis, et ce n'est pas la première fois que l'on constate ces coïncidences hautement suspectes, où les forces islamistes étaient en train de perdre une bataille décisive. Preuve éclatante de la réelle complicité entre ces puissances, l'Arabie Saoudite et Israël. À noter surtout que l'agression a eu lieu, le jour

même où la mission d'enquête de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'apprêtait à partir en Syrie afin de vérifier si effectivement du gaz chimique avait été employé lors des combats entre les groupes islamistes et l'armée syrienne dans la ville de Ghouta. Autrement dit, sans attendre le résultat de l'enquête. Résultat qui visiblement ne les intéressait pas ; bien au contraire.

De plus, ce crime, le mot n'a rien d'excessif, est fait au nom de la communauté internationale. Ainsi, trois individus qui sans la moindre légalité perpètrent des actes de banditisme international de ce calibre osent dire qu'ils le font au nom d'une soi-disant « communauté internationale », de laquelle seraient exclues, ipso-facto, les populations entières de la Chine, l'Inde, l'Amérique Latine, etc. Difficile de trouver preuve

plus claire de leur arrogance néocolonialiste. Difficile aussi de trouver une personnalité plus encline à la servilité que le Français Emmanuel Macron, la nouvelle coqueluche des grosses industries de l'armement. Le lendemain des bombardements, la BBC de Londres révélait que c'était lui le vrai animateur du lâche projet. Lui-même se vantait dans une émission de télévision d'avoir fait changer d'avis Donald Trump qui avait déclaré qu'il comptait tout faire pour que son pays se retire militairement de la Syrie. « Je l'ai convaincu d'y rester » déclarait-il fièrement.

Ne nous trompons pas, la paix du monde est en danger ; comme en 1914 et en 1939 le système capitalisme risque d'opter pour la solution guerrière pour sortir de sa crise. Raison pour, plus que jamais, organiser la résistance. ■



## Robert VERTENUEIL, Secrétaire général de la FGTB

*Actif dans la vie associative et syndicale depuis une trentaine d'années, Robert Vertenueil a connu ses premiers engagements sociaux au sein des Mutualités Socialistes du Brabant wallon vers la fin des années 80. Depuis lors, sa vocation de militant n'a pas connu de pause et aujourd'hui à la direction de la FGTB, il est appelé à faire face à de grands défis. L'arrivée des nouvelles technologies qui tendent à réduire au maximum l'activité humaine dans les processus de production et les nouveaux modes de gestion des ressources humaines. La robotisation et l'ubérisation, pour résumer, les prémices d'une nouvelle civilisation qui se construit au seul bénéfice du patronat et ce avec la complaisance du gouvernement et des politiques européennes. Le Drapeau Rouge a voulu connaître son avis sur ces enjeux.*

**Le Drapeau Rouge.-** La suppression de plus de 1200 emplois chez Carrefour Belgique a été brutale. Ces suppressions visent essentiellement les hyper-marchés et sont la conséquence de la concurrence acharnée que se livrent les gros investisseurs pour gagner des parts de marché dans le secteur de la grande distribution. Comme réponse, le gouvernement via ses ministres Jeholet et Peeters a proposé des solutions entraînant plus de précarité comme des mini-jobs. Comment évaluez-vous cette réponse et quelle est votre position à ce sujet ?

**Robert Vertenueil.-** Je dirais que la réponse des Ministres Peeters et Jeholet est d'un cynisme effrayant. On sait que si Carrefour doit restructurer ce n'est pas parce que ses résultats globaux sont mauvais mais parce qu'ils ont constaté qu'ils avaient du retard dans la réorien-

nonce avec l'inclusion de nouvelles technologies dans la gestion des ressources humaines. Confrontée à cette évolution des façons de travailler (robotisation, ubérisation, flexibilisation, E-commerce ...) et à la difficulté de mobiliser des travailleurs de plus en plus dispersés et indi-



tation de leur mode de commercialisation notamment dans le domaine de l'e-commerce. C'est par manque d'anticipation qu'ils se trouvent dans une situation de retard. C'est quelque part de l'incompétence dans la gestion de l'entreprise mais ce sont les travailleurs qui doivent en subir les conséquences. L'entreprise a les moyens de conserver son personnel, de le former pour faire face aux nouvelles formes de commerce, sauf que c'est plus facile de se débarrasser des gens et d'en recruter d'autres plus tard.

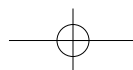
Par rapport aux déclarations des ministres, cela correspond au modèle de société que la droite catholico-libérale veut. Une société où l'emploi serait précaire et donc rendrait le travailleur dépendant et empêcherait toute forme de rébellion dans la mesure où on pourra facilement et à moindre coût se débarrasser du récalcitrant. C'est un retour au début du 20<sup>e</sup> siècle voir du 19<sup>e</sup>, et ils osent appeler cela le modernisme.

**Le DR.-** Cela dit, le cas Carrefour préfigure la nouvelle structure de l'emploi qui s'an-

vidualisés, la FGTB ne devrait-elle pas adapter ses structures – datant d'un temps d'industrie de masse – de façon à pouvoir mieux répondre aux enjeux sociaux de notre époque ?

**R. V.-** Tout d'abord, je ne crois pas que l'on doive accepter le fait que l'avènement de l'économie digitalisée, économie de plateforme ou autre appellation, induirait nécessairement une nouvelle structure de l'emploi. Que l'on doive adapter les choses, sans aucun doute, mais qu'il faille précariser les relations de travail pour répondre aux besoins de la nouvelle économie, c'est faux. L'histoire a démontré avec l'aide des syndicats d'ailleurs qu'on a su, au fur et à mesure de l'évolution de l'économie, adapter les relations de travail et qu'à chaque fois, on a trouvé des réponses satisfaisantes pour chacune des parties.

Nous nous trouvons devant une nouvelle révolution industrielle. La 4<sup>e</sup> après le cheval vapeur, la mécanisation et l'ordinateur, la digitalisation de l'économie va bouleverser les choses. Mais à chaque



révolution industrielle, nous avons connu à la fois un développement économique nouveau et une amélioration des conditions de vie de la société et des progrès sociaux. Il doit en être de même cette fois-ci sauf à penser qu'on renoncerait à l'idée d'une société de partage pour favoriser l'avènement d'une société de chacun pour soi. Quant à l'adaptation des structures de la FGTB, c'est aussi sans aucun doute à l'ordre du jour mais il faut se garder de précipiter les choses au risque de répondre aux nouveaux besoins mais d'abandonner trop vite ceux qui existent encore. C'est un exercice difficile : s'adapter au fur et à mesure avec la volonté de n'abandonner personne et en même temps être prêts à faire face aux nouveaux défis. Nous l'avons toujours fait, nous poursuivrons dans ce sens.

**Le DR.- Par ailleurs, la FGTB ne devrait-elle pas, également, dépasser le corporatisme sclérosant des centrales professionnelles au profit d'un fonctionnement interprofessionnel en son sein et d'une plus grande ouverture à la société civile par ailleurs ?**

**R. V.-** Je ne crois pas qu'on puisse parler de corporatisme dans le chef des Centrales professionnelles. Elles ont toutes leur pertinence, sur le plan historique certainement mais aussi parce qu'elles sont adaptées pour répondre aux spécificités du terrain. Maintenant qu'il y ait un risque corporatiste, c'est tout à fait vrai et c'est un piège que nous devons sans cesse déjouer car il peut être tentant par facilité, mais il est dangereux et à terme destructeur pour le mouvement syndical. Et en effet, la meilleure façon de se prémunir de cela c'est d'avoir un fonctionnement interprofessionnel sans cesse renforcé. Nous devons à cet égard davantage travailler à rendre le niveau interprofessionnel plus prépondérant dans l'action syndicale. Quant à l'ouverture à la société civile, j'en suis un fervent défenseur et je ne cesse de répéter que nous ne pouvons pas lui demander d'être solidaire de nos actions sans nous aussi lui rendre la pareille et lui laisser la parole.

**Le DR.- De plus cette course effrénée au profit, au dogme de la productivité pour faire face à la concurrence et aux ouvertures de marché est favorisée par les politiques néolibérales de l'Union Européenne. Ceci nous conduira inexorablement à la privatisation de ce qui reste du**

**secteur public. Ne croyez vous qu'il est grand temps de combattre avec force ces politiques et de pousser à ce que la Confédération européenne des syndicats (CES) assume plus clairement ses responsabilités en ce sens ?**

**R. V.-** La privatisation des services publics n'est pas inéluctable. Nous devons comme syndicats et comme organisations de la société civile tout faire pour nous y opposer. Il y a d'ailleurs à cet égard beaucoup de pédagogie à faire vis-à-vis de la population.

Pour le reste, c'est en effet au niveau européen que le néolibéralisme, ou le libéralisme tout court d'ailleurs, trouve le plus sa force. Le paradoxe, c'est que le groupe libéral est un petit groupe au sein du parlement européen alors que ce sont des politiques ultralibérales qui sont mises en œuvre. C'est bien la preuve que le fonctionnement de l'Europe, en tant qu'entité supranationale, n'est pas bon et pas conforme à ce qu'on peut attendre d'une démocratie digne de ce nom. Cela repose aussi sur l'hypocrisie de certains élus du PPE (Parti populaire européen, démocrates-chrétiens) qui sont des libéraux déguisés, ce qui est aussi parfois le cas de certains membres du groupe S&D (Alliance progressiste des socialistes et démocrates). Nous avons aussi une responsabilité en tant que syndicat sur le plan européen et ce à deux niveaux me semble-t-il.

Le premier, c'est en effet à travers la CES que nous devons faire évoluer pour en faire un vrai mouvement syndical européen et non un conglomérat de syndicats qui n'ont pas toujours les mêmes objectifs, qui se neutralisent entre eux et qui font de la CES un lobby comme les autres. Nous y travaillons à l'intérieur de la CES avec plusieurs syndicats progressistes mais c'est un processus compliqué et ce sera nécessairement lent.

Mais il y a un second niveau auquel nous pouvons agir. Comme syndicat belge, je peux interpellier la commission européenne, interpellier le Gouvernement belge par rapport à ses agissements au

niveau européen et je peux travailler avec les parlementaires belges pour tenter de faire évoluer des choses. Dernièrement, nous, les trois syndicats ensemble, y sommes arrivés en convainquant les parlementaires belges que le projet de la Carte

Service de la Commission Européenne était un mauvais projet générateur d'encre plus de dumping social. Ils se sont battus avec notre aide et ils ont convaincu leurs collègues. Résultat, ce projet a été rejeté par quatre commissions du Parlement Européen, ce qui met un terme à ce

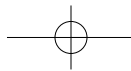
projet. D'autres syndicats faisaient de même dans leur pays alors qu'au niveau de la CES, c'était compliqué. On peut donc aussi agir en dehors de la CES.

**Le DR.- Les mouvements sociaux sont souvent réprimés voire criminalisés. Le parquet veut poursuivre devant le Tribunal Correctionnel de Liège 17 travailleurs et des responsables syndicaux incriminés à Herstal lors de la grève du 15 octobre 2015. Le droit de grève reste menacé et les médias dominants se joignent à cette diabolisation des travailleurs. Que propose la FGTB pour faire face à ces menaces ?**

**R. V.-** Nous sommes là confrontés à quelque chose de grave sur le plan de la démocratie. Il s'agit ni plus ni moins de faire taire toute forme de contestation. C'est une tendance de plus en plus lourde un peu partout. C'était une réalité depuis longtemps dans beaucoup de pays dans le monde, c'est en train de s'étendre dans toute l'Europe. Notre société glisse doucement vers une forme d'autoritarisme. À partir du moment, où les syndicats et, désolé mais c'est ainsi, singulièrement la FGTB, apparaissent comme une force principale de contestation de la politique gouvernementale, on s'applique dans le chef de la droite politique, avec le soutien du patronat que ça arrange, à l'affaiblir et tous les moyens sont bons pour ça.

Au fond, rien n'a changé dans la mentalité de la droite et dans le chef du patronat depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Ils n'ont jamais vraiment accepté les conquêtes sociales et les droits politiques des citoyens. Ils y ont consenti parce nous





avons le rapport de force pour l'imposer. Celui-ci diminue incontestablement et dès lors la bête se réveille et grignote morceau par morceau nos acquis. Ceci démontre que le combat syndical ne cessera jamais et que notre travail consiste à toujours réparer ce que détruisent la folie des hommes et l'usure du temps.

**Le DR.-** Récemment le front commun syndical a lancé une grande offensive de communication à propos des pensions. Pouvez-vous nous rappeler les positions de la FGTB par rapport aux questions centrales à ce sujet ? (prolongement de l'âge, questions de pénibilité, pension à points)... ? Quels bilan et perspectives tirez-vous de cette action d'envergure ?

**R. V.-** Oui, je suis assez fier de ce travail. C'est un travail de base qui consiste à expliquer de manière pédagogique les enjeux de ce dossier des pensions, de poser nos revendications, de les étayer et de démontrer comment les mettre en œuvre. C'est aussi le support des trois organisations syndicales pour les combats qui doivent être menés sur ce dossier.

Pour faire court, nos revendications peuvent se résumer en quatre points.

- Ramener la pension légale à 65 ans. L'espérance de vie en bonne santé est de ± 64 ans, il est ridicule sur le plan sociétal, économique et surtout du point de vue de la sécurité sociale de faire travailler des gens qui ont tous les risques d'être en mauvaise santé.
  - Relever les pensions qui sont en Belgique les plus basses d'Europe (Source : Eurostat) en commençant par mettre la pension minimum à un montant suffisant pour pouvoir vivre dignement. Pour la FGTB, c'est 1500 € par mois.
  - Rétablir un coefficient de recouvrement (taux de couverture par rapport au salaire perçu durant sa carrière) qui permette le maintien du niveau de vie après la retraite. C'est aussi une manière de renforcer le caractère assurantiel de la pension au sein de la sécurité sociale. Pour la FGTB, l'objectif à atteindre, c'est 75 %.
  - Assurer la liaison automatique au bien-être des pensions en y consacrant un budget sérieux, non en le rabaissant sans cesse comme l'a fait le gouvernement.
- On pourrait encore énumérer une série de choses mais cela devient plus technique, l'essentiel étant repris dans les 4 points ci-dessus énumérés.

**Le DR.-** Et quelle est votre position par rapport aux droits des travailleurs, de plus en plus nombreux, qui travaillent sous statut d'indépendant ?

**R. V.-** D'abord, la plupart de ceux-là ne sont pas des travailleurs indépendants. Ce sont de faux indépendants. Il faut donc renforcer la législation mais surtout déjà se donner les moyens d'appliquer les lois existantes. Cela suppose un choix politique que le gouvernement, encore une fois, ne fait pas.

Après, il y a des travailleurs qu'on met sous ce statut faute d'en avoir un autre qui corresponde à la réalité de certaines formes de travail, comme par exemple les coursiers qui travaillent pour des plateformes de livraison. D'aucuns préconisent la création d'un nouveau statut à côté de celui de salarié ou de celui d'indépendant. Je ne suis pas du tout d'accord. Encore une fois, dans le cas des coursiers, il y a un lien de subordination, il doit donc y avoir un contrat de travail. Je ne suis pas opposé à ce qu'on adapte de manière négociée la loi sur le contrat de travail mais je serai toujours opposé à créer des statuts sur mesure pour répondre aux seuls besoins des entreprises.

**Le DR.-** Nous avons appris par les médias le scandale autour de l'entreprise Veviba, les graves problèmes de qualité alimentaire de sa production et des négligences de l'administration censée les contrôler. Comment expliquez-vous l'apparition, chaque fois plus fréquente, de ce genre de problèmes ?

**R. V.-** Je ne crois pas qu'ils soient plus fréquents qu'auparavant, je crois qu'ils sont simplement plus souvent portés à la connaissance du grand public. C'est en soi un peu rassurant, malgré toutes les tentatives de cacher les choses, un beau jour elles remontent à la surface.

Par ailleurs, j'ai le sentiment que pour ce genre de scandales, on a souvent affaire à des problèmes de gros sous et de nouveau si les autorités publiques ne se donnent pas les moyens de punir les fautes de la même manière selon qu'elles sont commises par le commun des mortels ou par quelqu'un qui a du fric, alors l'État est défaillant. La population doit s'en souvenir quand elle vote.

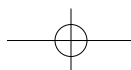
**Le DR.-** Un deuxième scandale a éclaté autour du projet d'achat d'avions militaires. Tout semble indiquer qu'il y ait eu manipulation de documents pour forcer l'achat de ces avions dans le but de favoriser le business des marchands de canon. Que pensez-vous du fait que le gouvernement, donnant suite à l'injonction de l'OTAN, décide de doubler son budget militaire alors que les hôpitaux, les écoles, les aides aux migrants connaissent une véritable pénurie de moyens économiques ?

**R. V.-** C'est révoltant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il est assez bizarre de constater que même si on en parle, ce serait difficile de tout cacher, les journaux et autres médias sont beaucoup moins prolixes quand il s'agit de personnages politiques flamands de droite que lorsqu'il s'agit de politiques wallons de gauche. Un ministre socialiste dans la même situation aurait déjà été depuis longtemps poussé à la démission.

Plus fondamentalement, ce qui est révoltant c'est qu'on sacrifie des politiques sociales visant au bien-être de la population sous prétexte que les moyens budgétaires ne le permettent plus, alors que lorsqu'il s'agit d'acheter des armes, la question budgétaire passe au second plan. Ce qui est révoltant n'est pas qu'on achète des armes ou des engins militaires, après tout, les démocraties doivent pouvoir se défendre aussi, ce qui est révoltant c'est qu'on sacrifie la population pour ce faire. ■

*Propos recueillis par Vladimir Callier*

Concernant la criminalisation des mouvements sociaux, pas de querelle nord-Sud! Nous parlions des grévistes de Herstal avec notre invité. En Flandre, c'est le président de la FGTB-Anvers et un militant qui ont été présentés devant le Tribunal Correctionnel suite à leur participation à un piquet lors de la grève interprofessionnelle du 24 juin 2016. Selon les autorités (avec bien sûr le soutien des médias complaisants), ils auraient perturbé la circulation. Peu importe que l'on agisse pour défendre les services publics et les conditions de travail. Tout est bon pour attaquer le droit de grève.



## FAKE NEWS (dernière minute): Hillary prend la présidence des Etats-Unis !

Vladimir Caller

Le 5 avril 2017 tard le soir, Monsieur DS-EP rend visite, sans prévenir, au Président Trump pour, sans trop de précautions, lui dire : « *Monsieur le Président, votre situation est très vulnérable : votre projet d'annuler l'Obama-care ne marche pas, la construction du mur avec le Mexique non plus, l'interdiction d'entrée au pays des musulmans rate partout, votre situation au parlement est très précaire y compris au sein de votre parti et, surtout, le projet de budget ne sera pas approuvé lors des sessions à la fin de ce mois. Autrement dit, vous risquez d'être un chômeur de plus en Amérique d'ici quelques jours. Sauf si...* » « *Sauf quoi ?* » interroge encore surpris le président. « *Sauf, répond froidement DS-EP, si vous réorientez sans tarder vos positions en politique internationale en punissant la Syrie après demain pour ses attaques chimiques en Idlib* ». Le 7 avril au matin Donald lançait non pas 59 tweets mais ses 59 premières fusées Tomahawk sur le territoire syrien.

### Une vieille histoire

Tout a commencé avec John F. Kennedy. Il dérangeait trop M. DS-EP ; il n'était pas allé jusqu'à liquider Fidel ; en plus il avait accepté de négocier avec Nikita le retrait des fusées qui, de la Turquie, menaçaient l'URSS. Son frère Robert prétendait récidiver ? Pas question ! idem : exit ! Puis il fallait sortir aussi Richard Nixon et son copain Kissinger qui osaient rétablir des relations avec la Chine et cherchaient à faire du business avec l'URSS ; un Watergate n'était pas trop cher payé pour les chasser et faire entrer Zbigniew. DS-EP imposa ce dernier à Carter qui résista encore un peu. Raison suffisante pour l'empêcher de se représenter et préparer l'arrivée de l'élu parmi les élus : un certain Ronald et son trio favori : Rumsfeld, Perle, Wolfowitz. Depuis lors, rien ou presque ne devra changer : Clinton et Obama, pourtant étiquetés démocrates, restaient toujours sous le regard peu amène du DS-EP.

Après la frappe du 7 avril, DS-ET commence à nettoyer un par un le casting de collaborateurs choisis par Donald. Exit

toute son équipe ou presque. C'est ainsi que le milliardaire qui voulait, contrairement à Hillary, sortir de toutes les guerres, se rapprocher de la Russie, sortir des traités de la mondialisation etc. devint plus neo-con ou presque que les néo-cons v.o. Le clone, un peu moins bien coiffé, de Hillary. C'était le prix à payer pour rester à la White House.

### Trois tristes traders

Inutile de s'attarder sur Trump ; il a déjà assez d'emmerdes avec ses coucheries et la si bien orchestrée campagne de M. DS-EP pour le destituer ; au point qu'il va devoir encore punir son punching ball d'Assad pour pouvoir garder le job. Quant à Theresa, embourbée dans un Brexit ingérable, c'est Vladimir qui lui sert d'échappatoire. Voilà qu'elle annonce la découverte du siècle : le gaz Novotchik est une création russe et donc l'auteur du gazage ne peut qu'être russe. Comme si parce que le foot est une invention anglaise, Neymar ne pouvait qu'être Anglais. Peu importe en plus que le chimiste Vil Mirzayanov, un des inventeurs de la formule, dise que n'importe qui peut le fabriquer et que la formule peut se trouver sur Amazon<sup>1</sup>. Quoi de mieux alors pour se sortir de tous ces soucis que de lancer quelques missiles ? Enfin, le plus triste, le plus jeune aussi, c'est Emmanuel. Si jeune qu'on dirait qu'il est le fils, un peu amélioré quand même, des deux autres.

Voilà que le gamin prend soin, pour faire d'importantes déclarations, de se faire accompagner d'un autre gamin, saoudien celui-ci, le Prince Mohammed ben Salmane, architecte du génocide, silencieux, du peuple yéménite, pour dénoncer les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement vénézuélien. Par contre il ne touche mot du tropisme de son copain Netanyahu consistant à prendre les Palestiniens pour du gibier chaque fois qu'ils manifestent. Ni, surtout pas !, des massacres quotidiens que son prince accompagnateur comment, avec armes et complicité françaises,

contre le peuple yéménite. Ce serait d'une impolitesse ! Indigne du mieux astiqué, bienséant, calamistré chef d'État de l'histoire politique (monarchie incluse) de la France. Pas un mot, donc.

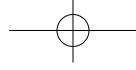


Mais il y a plus encore. En si neutre compagnie, Emmanuel annonce, sous le regard transi de son jeune collègue saoudien, sa virile décision de frapper la Syrie. Pas étonnante la joie de ce dernier ; ça fait si longtemps, si nombreux sont les milliards dépensés par sa famille pour nourrir tous les salafismes possibles afin d'effacer le seul, le dernier, régime encore laïc des terres arabes ! Mais il y a encore bien plus ; il y a le cordon ombilical qui lie les trois ventres de cette nouvelle troïka ; cordon pas très sanitaire puisqu'il s'agit de la vente d'armes à ce si riche client. Rien qu'en 2016, la France lui a vendu pour 1.086 millions d'euros d'armes et ce sans aucune gêne<sup>2</sup>. D'autres pays, dont le nôtre, ont limité ou arrêté leurs ventes suite justement à la politique criminelle du Royaume au Yémen ; la France macronienne, donneuse de leçons urbi et orbi, non ! Elle les augmente même. Serait-ce un simple hasard si les trois hooligans

Suite page 15

<sup>1</sup> [https://www.reddit.com/r/ukpolitics/comments/853ajh/novichok\\_formula\\_is\\_available\\_in\\_a\\_book\\_on\\_amazon/](https://www.reddit.com/r/ukpolitics/comments/853ajh/novichok_formula_is_available_in_a_book_on_amazon/)

<sup>2</sup> Détail piquant: cette vente fut au centre d'un arbitrage. Le Premier Ministre d'alors Bernard Cazeneuve s'y opposait parce qu'il savait que ces armes allaient être destinées au massacre des yéménites. Jean Yves Le Drian, marchand de canons top (récupéré par Macron) était à fond pour. Hollande (celui qui vient de critiquer la troïka parce qu'ils n'ont pas assez bombardé) trancha en faveur de la vente : [http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/armement-la-france-supermarche-de-l-ara-bie-saoudite-20-03-2017-2113291\\_53.php](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/armement-la-france-supermarche-de-l-ara-bie-saoudite-20-03-2017-2113291_53.php)



## Vous reprendrez bien un petit job pour la route ?

Martin Willems, Secrétaire permanent CNE

*Il n'y a pas de mot idéal pour décrire l'activité humaine créatrice de valeur et de progrès. Travail est encore le meilleur, même s'il dériverait de « tripalium », instrument de torture antique. « Emploi » évoque trop le travailleur « employé », « utilisé », et donc exploité par un tiers qui s'approprié le fruit de son labeur (sauf dans la fonction publique, où l'on est employé pour le bien public). J'aime assez profession ou, tout simplement, métier. Parce qu'on peut avoir un métier et être chômeur. Même si on est jugé « inutilisable » par l'organisation capitaliste de la société, on est un travailleur avec des compétences, l'envie de construire et une fierté.*

Tout sans doute vaut mieux que « job ». Un job n'est qu'une tâche, une occupation temporaire, sans besoin d'expérience et sans perspective à long terme. La seule raison du « job » est de gagner quelques sous, pas de construire la société. On ne s'identifie pas à un « job ». Surtout un « job » ne donne pas une situation, un statut, un revenu régulier, des droits au travailleur. Le « job » libère donc l'utilisateur de toute responsabilité vis-à-vis de l'exécutant. Il n'a pas à lui garantir de pouvoir vivre et construire sa vie, encore moins à lui rendre des comptes ou à partager la valeur ajoutée. Le « jobiste » est le gobelet en plastique du travail. Il n'a pas de valeur, il n'a pas d'avenir, on s'en débarrasse après avoir bu et on en prend un nouveau si on a de nouveau soif quelques minutes plus tard.

Notre Premier Ministre ne nous trompe donc pas quand il nous promet des « jobs ». Ceux qui ont compris « emplois » ou « travail » ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils sont déçus.

### Un plan cohérent d'émission du travail

Et les mesures prises par ce gouvernement sont à l'avenant :

- Avec la loi De Croo de juillet 2016, on peut tirer maximum 5100 g par an de l'économie dite « collaborative », profiter d'une imposition favorable (10%), ne pas payer de cotisations sociales.
- Avec le projet de volontaire rémunéré, on étendrait cette loi De Croo à 6000 g par an (500 g par mois), cette fois totalement défiscalisés, toujours sans cotisation sociale, et le champ d'application s'étendra au secteur non-marchand.
- Avec les flexi-job, le travailleur qui est déjà à 4/5 peut travailler chez un autre employeur pour un « flexi-salaire » (en-dessous des barèmes en vigueur), sans impôt ou cotisation personnelle, et une cotisation patronale réduite.

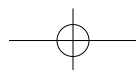
Point commun à ces mesures : elles ne créent pas ou peu de droit aux prestations sociales; dans le cursus du travailleur, ce sont des parenthèses. Elles suscitent intrinsèquement le dumping social, car le patron qui fait exécuter un « job » sous l'un de ces non-statuts s'affranchit de toutes les « contraintes » du droit du travail (plus de salaire minimum, plus d'obligation de payer à l'heure, plus de droit au congé, à la maladie, etc.) et paie le travailleur beaucoup moins cher, vu l'absence de cotisations et d'impôt. Alors que l'on s'accorde de plus en plus largement sur la nécessité de la réduction du temps de travail, avec ces mesures le gouvernement fait tout pour inciter à

son allongement en multipliant les activités annexes. On reconnaît bien là une volonté « libérale » de saper les fondements même de l'organisation du travail : créer la concurrence entre les tra-



vailleurs, ringardiser le droit du travail en créant des niches de non-droit qui deviendront la norme et l'étalon de comparaison. Ces nouvelles formes de travail sont l'équivalent social des « zones franches » en matière fiscale.

Sans oublier le Graal : employer des « indépendants », oxymore en soi et pourtant toléré sinon encouragé, comme le prouvent les exemples de plus en plus osés. Dernier en date : Deliveroo qui travaille avec une flotte de milliers de coursiers « indépendants », pourtant actionnés et continuellement surveillés par un algorithme et leur Smart Phone. La justice mène l'enquête nous dit-on, à son rythme. En attendant le fait s'accomplit et devient normal. Au moins le CEO de Deliveroo est honnête : « Deliveroo doit être vu comme un job d'appoint, ça n'a pas vocation à être plus » (RTBF, 23/1/2018). Il résume ainsi comment la « nouvelle » économie voit le travailleur : ce n'est qu'un supplétif et plus un collaborateur, encore moins un associé.



Les conséquences sont déjà perceptibles dans l'économie :

- 200 000 belges ont au moins deux activités professionnelles. Cumuler plusieurs activités devient doucement normal et déjà, parfois, une nécessité.
- 30% des indépendants n'ont qu'un seul client (L'Echo, 10/1/2018)
- « Un nombre record de 95.000 nouvelles entreprises ont été créées en 2017 ». Mais « 90% de la croissance que l'on constate est due à des entreprises unipersonnelles ou des indépendants » (RTBF, 10/4/2018). Le gouvernement en déduira que l'économie va mieux. Mais combien de ces « nouvelles entreprises » sont en fait des coursiers que Deliveroo paie quelques euros la course, ou d'autres travailleurs poussés à devenir indépendants ?

#### Nier sa place au travailleur

Autre exemple, à première vue anodin, du délitement de la place du travailleur : dans les entreprises la notion d'organigramme n'a plus la cote. L'entreprise « l. » annonce une restructuration. On lui demande de montrer l'organigramme des fonctions pour comprendre la réorganisation. Réponse : il n'y a pas vraiment d'organigramme, l'organisation du travail serait devenue dynamique, fluctuante, le travailleur n'a plus de « poste », mais passerait d'une mission à l'autre, d'un chef à l'autre, dans une organisation matricielle à l'échelle mondiale. Les travailleurs concernés ne savent plus très bien quelle est leur place, quel est leur rôle, et préfèrent souvent quitter ce marécage où ils ne se retrouvent plus eux-mêmes (ce qui est sans doute l'un des buts recherchés).

Le principe d'évaluation a aussi beaucoup changé. Il ne s'agit plus d'identifier les points faibles du travailleur pour mieux cibler les formations nécessaires et le faire progresser, donc l'aider à perdurer dans l'entreprise. L'évaluation sert désormais à organiser la rotation continue, la saignée : dans chaque groupe identifier un pourcentage défini de travailleurs qui devront partir dans la période suivante. Car le manque de rotation du personnel est la hantise des entreprises. Le travailleur qui reste trop longtemps est accusé de s'encroûter. Un travailleur plus ancien est surtout un obstacle à la « dépersonnalisation » recherchée ; car le travailleur expé-

riement s'identifie à son entreprise. Difficile de nier qu'il l'a construite, et donc qu'elle lui appartient aussi, bien plus qu'à des actionnaires qui se l'approprient alors qu'ils n'ont fait qu'y placer leur argent, parfois seulement quelques secondes (trading haute fréquence), et souvent sans même connaître l'activité de l'entreprise dans laquelle ils « investissent ».

Voilà donc ce qu'on nous propose. Non plus un métier, une fonction dans lequel on évolue et par lequel on contribue à construire le monde. Mais une succession et une accumulation de jobs à durée limitée, sans cohérence d'ensemble, sans possibilité de s'y installer et de s'y investir, sans perspective, sans statut. À l'individu d'y trouver sa cohérence personnelle.

#### Le fonctionnaire doit disparaître pour que seul reste le « job »

Point de mire de tous les gouvernements de droite : le statut de fonctionnaire. Ici, comme en France, la volonté est de le supprimer par l'arrêt des nouvelles nominations. Car le statut de fonctionnaire, loin d'être une situation à privilèges comme on voudrait nous le faire croire (les salaires dans le statut public sont souvent bien moindres que dans le privé), est surtout le symbole

d'un choix de société : une société faite par l'homme pour l'homme. Le fonctionnaire dédie sa carrière au bien public et c'est à cette aune qu'il est jugé, pas selon les caprices d'un manager. Il est nommé « à vie » parce que le service au public n'a pas de fin, mais il est muté là où le public a besoin de lui. Son statut va de pair avec la constance et la continuité de son rôle, qui est l'inverse d'un « job ».

Certains résistants l'ont bien compris, et on peut trouver dommage que ce soit en France plus qu'en Belgique. La bataille s'y focalise sur les cheminots, principal corps de fonctionnaires publics encore clairement constitué. Le gouvernement français s'y attaque donc comme à la dernière citadelle. Heureusement la réponse est à l'avenant. Un plan de 36 jours de grève sur 3 mois. On rêve d'un plan aussi déterminé de ce côté-ci de la frontière.

Rappelons que le 1<sup>er</sup> mai est la fête des travailleurs et pas la fête du « job ». Les travailleurs reconnus comme acteurs sociaux essentiels. L'humain valorisé pour ce qu'il fait, pas pour ce qu'il a. Seul le travail persévérant, élaboré, bâtit la société. Ce n'est ni l'argent chiffre ou papier, ni les jobs émiettés qui construira le monde que nous voulons. ■

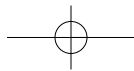
#### Dépêches :

1.- Dans un article du précédent numéro du DR (Comment on étouffe le syndicalisme), on expliquait la tactique patronale/gouvernementale pour faire disparaître à petit feu les conquêtes sociales en minimisant la réaction des travailleurs : maintenir les « acquis » des travailleurs en place, mais les supprimer pour les nouveaux engagés. Les travailleurs en place sont moins enclins à protester dès lors qu'ils ne perdent rien.

Nouvelle illustration en France, sur la suppression du statut de cheminot à la SNCF. Le Premier Ministre aurait dit : *"La grosse ficelle, c'est d'avoir dit que la fin du statut ne s'appliquerait qu'aux nouveaux embauchés. Les dirigeants de la CGT savent qu'ils ne pourront pas justifier de bloquer le pays, alors que le statut des cheminots actuellement en poste ne sera pas remis en cause"*. (propos rapportés dans *le Canard enchaîné* du 7 mars 2018)

C'est une excellente nouvelle que les syndicalistes français ne se soient pas laissés prendre à ce piège, et que les cheminots aient bien compris que leur statut n'a de sens que s'il reste appliqué à tous, jeunes comme anciens.

2.- Manifestation nationale en front commun, le 16 mai prochain à Bruxelles. Si le thème de la défense des pensions est mis en avant, c'est bien comme symbole d'une organisation sociale dans laquelle l'activité structure la vie du travailleur du début à la fin, avec un revenu et un statut valorisant. Rdv à 11h, départ à 11h30 de la Gare du Nord. ■



## Belfius : pour une banque au service de l'intérêt général

Romain Gelin\*

*La mise en bourse de 30% de la banque Belfius, dont l'État belge est l'actionnaire principal depuis la débâcle de Dexia en 2011 fait partie des projets du gouvernement pour la fin de sa mandature. Un projet loin de faire l'unanimité.*

L'année 2018 marquera les 10 ans du déclenchement de la crise des « subprimes » qui a ébranlé le monde financier et conduit au sauvetage de dizaines d'établissements bancaires après 2008. La hausse de l'endettement public résultant de ces sauvetages et le ralentissement économique lié à cette crise ont légitimé les mesures d'austérité encore en œuvre à ce jour. Globalement, le bilan de ces opérations de renflouement à la charge de l'État n'a pas profité aux pouvoirs publics puisque le solde était toujours en négatif de 885 millions d'euros (pertes et gains inclus) début 2018. Et Dexia a représenté le poids le plus important de ces sauvetages en ce qui concerne la Belgique. Après une première recapitalisation par les gouvernements belges, luxembourgeois et français à hauteur de 6,4 milliards d'euros en septembre 2008, la situation de la banque ne s'améliore pas durant les deux années qui suivent et la Belgique finit par acquérir la branche belge de Dexia en octobre 2011 pour près de 4 milliards d'euros tandis que les activités de Dexia sont toujours garanties publiquement (l'État s'engage à couvrir d'éventuelles pertes de l'établissement pour un montant actuellement égal à 34 milliards d'euros).

La nouvelle entité prend le nom de Belfius en mars 2012: « Bel » pour Belgique, « fi » pour finance et « us » pour « nous » (en anglais). Belfius est depuis lors à 100% la propriété de l'État belge. Elle se démarque donc des autres acteurs

du secteur bancaire belge à la fois par sa propriété publique, mais également par le contenu de ses activités. En effet, la

années les effets de la gestion axée sur le profit. Dès la fin 2012, la direction de Belfius annonce une restructuration qui va

toucher près de 920 travailleurs en quatre ans, soit près d'un emploi sur six. Au cours des années suivantes, des dizaines d'agences ont fermé leurs portes, notamment dans les zones rurales, au prétexte de la digitalisation – mais aussi pour se débarrasser des activités les moins rentables. Belfius qui comptait 798 agences fin 2012 n'en compte plus que 671 fin 2017, soit une diminution de 16% en seulement 5 ans. La banque a également décidé, fin 2016, de doubler les frais de ses comptes sociaux destinés à des publics en difficulté suivis

par les CPAS, les faisant passer de 12 à 25 euros par an.

Mais les projets de la direction de Belfius ne s'arrêtent pas là. Dans sa stratégie, la banque s'oriente vers une recherche croissante de profits avec un objectif chiffré de bénéfice de 600 millions d'euros d'ici 2020. La banque souhaite par ailleurs se recentrer sur les produits d'assurance et les activités d'investissement. Ces dernières consistent pour une banque à développer un certain nombre d'activités financières comme des introductions en bourse d'autres entreprises, ou jouer le rôle de « facilitateur » lors d'opérations de fusion-acquisition entre deux entreprises. De même, le 'private banking' – en français la gestion de fortune – sera l'un des segments encouragés par la banque tandis que la « digitalisation » permettra la poursuite des fermetures d'agence et la réduction du service de proximité.

Bien que propriété publique, la gestion de Belfius n'a jamais eu comme objectif l'intérêt général, mais bien, à l'image du secteur, la recherche de profit. De là à

banque hérite à cette occasion des activités de l'ex-Crédit Communal Belge (devenu Dexia en 1996 après sa fusion avec le Crédit local de France) dont l'une des activités principales était de prêter aux communes et aux pouvoirs locaux afin de soutenir des projets publics, comme des infrastructures collectives (eau, transport...) ou des hôpitaux.

### Propriété publique ≠ gestion dans l'intérêt général

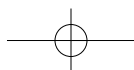
Mais la propriété publique ne rime pas nécessairement avec une gestion dans le sens de l'intérêt général. D'autres entreprises à capitaux (toujours) majoritairement publics comme Bpost ou Proximus, ayant conclu des contrats de gestion avec l'État pour accomplir une mission de service public, sont actuellement gérées dans une optique de « création de valeur », avec des managers issus du secteur privé à leur tête. Leur vocation de service public et donc leur mission d'intérêt général s'est réduite à la portion congrue malgré la majorité de contrôle toujours détenue par l'État.

Les travailleurs et les usagers de la banque ont aussi pu apprécier ces dernières



\* Chercheur au Gresea ; Membre de la plateforme « Belfius est à nous ».

1 L'Echo.be, 5 avril 2018.



penser que les mesures de ces dernières années n'étaient que des signaux à l'attention du secteur privé dans l'optique d'une introduction en bourse, il n'y a qu'un pas. Le CEO de la banque Marc Rasière déclarait récemment à ce propos « *que la perspective d'une IPO a[vait] déjà eu des effets bénéfiques pour Belfius, car cela a poussé notre stratégie aussi bien en interne qu'en externe* ».

### Mise en bourse reportée ?

Le scénario qui semble avoir l'assentiment du gouvernement et de la direction de Belfius est celui d'une mise en bourse partielle, de 30% du capital de la banque. Ce scénario équivaut à faire entrer au capital du groupe bancaire des investisseurs privés, probablement d'autres banques ou des fonds d'investissement. Le risque est grand de voir la politique managériale menée ces dernières années se renforcer, de voir Belfius s'orienter vers une plus grande recherche de profits et de dividendes pour les actionnaires au détriment du service et des usagers de la banque. Un tel scénario laisse entrevoir comme par le passé avec la CGER, à plus ou moins long terme, la dilution progressive des participations de l'État d'année en année pour aboutir à une situation où les actionnaires privés deviendraient majoritaires.

Pour l'heure, la mise en bourse de Belfius semble être reportée au moins jusqu'à la rentrée. Le règlement du cas Arco (la coopérative du mouvement chrétien flamand), auquel la privatisation de Belfius a été conditionnée par le CD&V, freine l'avancée des travaux. Le gouvernement souhaitait en effet retirer 600 millions d'euros de la vente de Belfius pour indemniser les coopérateurs d'Arco qui ont perdu leur mise avec la chute de Dexia. L'Union européenne semble réticente à autoriser le renflouement d'une partie des coopérateurs avec les recettes de la vente de Belfius, un tel mécanisme étant perçu comme une aide d'État, et donc considéré comme illégal par la Commission européenne. Le gouvernement tente actuellement de trouver un montage juridique pour réaliser cette opération sous une autre forme.

Au regard des projets du gouvernement, le statu quo n'est donc pas la pire des solutions, notamment en termes financiers. Si la situation actuelle n'évolue

pas, l'État continuera de récolter des dividendes annuellement (plusieurs centaines de millions d'euros), ce qui pourrait être bien plus intéressant que de vendre la banque pour en tirer une recette unique (de 2 ou 3 milliards d'euros). Mais la situation observée ces dernières années n'est pas satisfaisante pour autant. Ni du point de vue des usagers comme nous l'avons vu, ni du point de vue des travailleurs. Pour la société belge dans son ensemble, une banque publique ou gérée de manière citoyenne serait le plus bénéfique. Les actifs gérés par Belfius s'élevaient à plus de 100 milliards d'euros en 2017 répartis entre des projets privés à destination des entreprises, des prêts pour les particuliers et le financement de projets publics. Une somme considérable puisqu'elle équivaut, comparativement, à un peu plus du quart du PIB belge.

### Pour une banque publique en Belgique

Difficile de comprendre dans le contexte actuel que le gouvernement choisisse de se séparer d'un levier si important dans l'optique du financement de politiques publiques futures. Car les besoins sont immenses. La Belgique s'est engagée lors de la COP 21 à respecter l'accord de Paris qui fixe pour objectif le maintien des températures en dessous du seuil de 2°C par rapport à la période préindustrielle. Il y a quelques semaines, le gouvernement fédéral présentait sa feuille de route pour la transition énergétique du pays dans les prochaines décennies. Avec l'arrêt programmé des centrales nucléaires et la promesse d'engager l'économie vers un modèle plus « décarboné », les investissements dans les énergies renouvelables (éolien, solaire, hydro-électricité...) et dans l'efficacité énergétique vont représenter des investissements chiffrables au bas mot en dizaines de milliards d'euros. Belfius « banque publique » ferait un parfait candidat pour financer une partie de ces investissements.

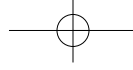
<sup>2</sup> <http://www.belfiusestanous.be/>

De même, les communes qui comptent parmi les principaux clients de Belfius, bénéficieront-elles toujours de conditions particulières pour financer la construction d'un hôpital ou d'une école si la banque est privatisée et soumise à des objectifs de rentabilité renforcés ? Nous sommes en droit d'en douter. Une



plateforme associative et citoyenne – la plateforme « Belfius est à nous »<sup>2</sup> a été lancée en janvier 2016 afin de sensibiliser l'opinion à ce sujet. Elle regroupe une trentaine d'associations, collectifs ainsi que les deux principales organisations syndicales. Elle milite contre les projets de privatisation du gouvernement et pour la mise en place d'une alternative publique, sous contrôle citoyen, afin d'orienter les activités de Belfius vers l'intérêt général et plus généralement, de rendre la finance et l'économie plus démocratiques et participatives.

Une pétition est disponible sur le site de la plateforme pour soutenir cette initiative. La mobilisation est également rejointe par un nombre grandissant de communes, qui comptent parmi les principaux clients de Belfius. À l'heure de la rédaction de ce texte, une vingtaine de communes ont d'ores et déjà adopté des motions au sein de leurs conseils communaux pour s'opposer à la privatisation de Belfius en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, dont certaines grandes villes comme Liège ou Charleroi tandis que la motion est à l'ordre du jour dans une dizaine d'autres communes des trois régions du pays. Nul doute que le sujet sera à l'ordre du jour de la campagne pour les élections communales d'octobre 2018. ■



## Du cas Skripal à la Goutha : Le pouvoir absolu de la Reine de cœur (et de ses valets)

Roland Marounek

« *Les scientifiques de Porton Down étaient catégoriques. J'ai demandé moi-même, j'ai dit au type, "Vous êtes sûr ?". Il m'a répondu qu'il n'y avait "aucun doute"»* Boris Johnson, Ministre des Affaires Étrangères britannique, le 19 mars.

« *Nous n'avons pas identifié la source exacte de production du poison* », le directeur de Porton Down, le 3 avril.

Contraste édifiant entre la version d'un homme politique et celle du responsable scientifique à propos du cas de l'empoisonnement, en Angleterre de l'agent double, Sergueï Skripal.

La facilité avec laquelle l'hypothèse la plus invraisemblable devient la vérité incontestable des médias et des politiques, sans qu'aucune mise en doute ne soit permise, est fascinante. Pour qui regarde l'affaire « Skripal » de manière dépassionnée, l'hypothèse 'c'est la Russie qui l'a fait' devrait pourtant être la dernière à envisager. Aucun mobile, un timing insensé, à quelques jours de l'élection présidentielle et de la Coupe du Monde de foot, et une réalisation désastreuse en utilisant une substance bien connotée 'russe' et qui en plus manque sa cible... Somme toute, on accuse Poutine d'être encore plus bête que méchant.

Et pourtant, c'est sur ces bases farfelues, sans la moindre preuve, que quelques jours plus tard tous les pays de l'Otan expriment « *leur totale solidarité avec le Royaume-Uni* » qui accuse ouvertement la Russie, et se mettent à expulser les diplomates russes, ou à rappeler leurs ambassadeurs à Moscou. L'Otan se permet un langage incroyablement mena-

çant, « sommant » la Russie de s'expliquer sur l'utilisation d'une arme chimique sur un territoire de l'Alliance !

Le Ministre belge des Affaires Étrangères, agissant conformément aux vœux de l'Alliance, estime-t-il vraiment que les affirmations péremptoires du gouvernement britannique font office de preuve (que de chemin parcouru depuis Tony Blair...), ou est-il contraint de se soumettre aux ordres de l'Otan, au mépris du droit ? Dans l'un et l'autre cas, c'est extrêmement préoccupant, et d'autant plus inquiétant que l'ensemble des médias semblent trouver parfaitement normal que le jugement précède les preuves, et qu'aucun parti politique n'estime nécessaire de poser la moindre question.

### Ce « régime » qui ne peut s'empêcher de gazer des enfants ...

La leçon, c'est qu'on peut y aller très franchement : pas besoin d'évidence, ni même de vraisemblance. Plus fort encore, des mensonges révélés, telle l'affirmation de Boris Johnson ci-dessus, n'ont quasiment aucun impact sur la « réalité » construite. Face à ce fait qui semblait pourtant accablant, le Figaro titre sobrement « *Moscou veut semer le doute sur l'empoisonnement* ». Il suffira de passer rapidement à une autre 'information'... Et cela n'aura pas tardé : revoilà les armes chimiques du « régime syrien » et les images horribles d'enfants morts écume aux lèvres

Le fait qu'il aurait été littéralement insensé pour l'armée syrienne d'utiliser l'arme chimique pour tuer une quarantaine de femmes et d'enfants alors qu'elle était sur le point de terminer la libération totale de la Goutha, n'a aucun

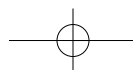
effet sur le récit imposé. Face aux images d'enfants, seule la honte attend celui qui osera émettre le moindre



doute. Et ces Russes « *qui utilisent des armes chimiques sur le territoire de l'Alliance* » auront beau encore nier sans vergogne... Les chefs d'États occidentaux – et leurs médias – se sont rangés avec enthousiasme aux côtés de la Reine de Cœur d'Alice, « *La condamnation d'abord – les délibérations ensuite* ». Les missiles pleuvent sur la Syrie le jour même où devait commencer l'enquête de l'OIAC.

### La marche des somnambules vers la guerre

Cet emballement construit contre l'ennemi désigné, rappelle sinistrement les précédentes préparations médiatiques à la guerre. La grande différence, c'est que les forces en présence n'ont rien à voir avec celles de la Yougoslavie, de l'Irak ou de la Libye. Certains seraient-ils à ce point sûrs de la supériorité finale de l'Otan, ou à ce point certains que la Russie finira par plier face aux menaces ? Ce qui est certain, c'est qu'une guerre avec la Russie, quelle qu'en soit l'issue serait une catastrophe absolue pour les populations européennes. Et la très remarquable *fidélité* à l'Alliance Atlantique de notre gouvernement n'aidera pas notre pays. ■



## Cette si longue compassion de l'Occident envers le peuple syrien....

« En vertu du droit international, le Royaume-Uni est autorisé, à titre exceptionnel, à prendre des mesures pour soulager des souffrances humanitaires écrasantes.[...] La base légale du recours à la force est l'intervention humanitaire » Communiqué du gouvernement britannique, 14 avril

La compassion que cette déclaration exprime ressemble à celle de Léopold II pour les populations du Congo. L'histoire retiendra plutôt que les anciennes puissances coloniales de la région (France et Grande Bretagne) et les nouvelles (Israël et USA) se sont acharnées pendant 7 années à la destruction de ce pays indépendant. Retour de la politique de la canonnière du 19<sup>e</sup> siècle favorisée par la chute de l'URSS.

L'agression en cours a eu lieu juste au moment où l'armée syrienne venait de remporter une grande victoire sur les djihadistes qui terrorisaient la capitale et sa banlieue depuis 7 ans. Bandes fanatiques que l'Occident déguise en « rebelles modérés ». « Je vous apporte une bonne nouvelle, vous, malpropres chiïtes, les peuples de Goutha et du Levant vont vous écraser la tête. Ils vous feront goûter la souffrance de la torture dans ce monde, avant qu'Allah ne

vous le fasse goûter le jour de la résurrection... » (déclaration de 2013 de l'Armée de l'Islam, le dernier groupe 'rebelle' de la Goutha à avoir capitulé)

Le si compatissant occident a ainsi sciemment attisé le désastre depuis 2011:

- Fournitures d'armes et de financement aux 'rebelles' entre autres par les USA et la France (officiellement dès 2012) :

- Soutien à peine voilé à Daech dès 2013 : un document de la CIA déclassifié en 2015 indique que « si la situation se dégrade, il y a la possibilité de voir s'établir une principauté salafiste déclarée ou non dans l'est de la Syrie, et c'est exactement ce que veulent les puissances soutenant l'opposition, afin d'isoler le régime syrien »

- Septembre 2016, premier bombardement « par erreur » de l'armée syrienne qui permet à Daech de lancer une contre-offensive dans la région de Deir ez-Zor

- après la « libération » de Raqqa, accord pour laisser quitter la ville à des milliers de djihadistes de Daech afin de « booster la lutte US contre les forces

du président al-Assad » selon les aveux même d'un ancien commandant des FDS (nouveau groupe 'démocratique' soutenu par le Pentagone)

- 30 mars 2017 : « notre priorité n'est plus de se focaliser sur l'éviction d'Assad » déclare la porte-parole US à l'ONU ; 5 jours plus tard a lieu l'attaque chimique de Khan Cheikhoun, tenu par Al Qaïda, et le revirement de la marionnette Trump.

- Février 2018 : l'aviation de la dite coalition internationale contre Daech pilonne pendant 4 heures l'armée syrienne qui s'était trop approchée des nouveaux proxies US (où sont recyclés les membres de Daech !), faisant des centaines de victimes, sans compter les innombrables bombardements d'Israël bien ciblés pour affaiblir l'armée syrienne et ses alliés dans leur lutte contre les djihadistes

L'attaque en cours vise à prolonger le conflit en redonnant espoir aux groupes islamistes dans l'idée que de nouvelles provocations au chlore permettront des interventions ouvertes de l'OTAN en leur faveur. Et certainement pas à encourager à négocier en vue de la paix. ■

## « Pas d'avions de chasse »

Après la divulgation ce mardi 20 mars, du rapport de Lockheed Martin, la plateforme « Pas d'avions de chasse » demande une nouvelle fois l'arrêt de la procédure du remplacement des F16 et l'organisation d'un débat public, transparent et démocratique.

Ce rapport souligne la possibilité de prolonger la durée de vie des F16 au-delà de la date d'obsolescence annoncée par le gouvernement Belge (2028). (...) La divulgation d'un tel rapport, un an après son envoi, est préoccupante (...) L'on est pourtant en droit d'attendre de ce « contrat du siècle », autre chose que la « négligence » que le Ministre Vandepuut vient d'imputer à la Défense

pour se dédouaner de la divulgation tardive du rapport de Lockheed Martin.

Derrière ce projet de remplacement, dont les répercussions économiques auront un impact sur deux générations de contribuables belges, c'est un réel débat public qui doit finalement être organisé (...).

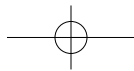
Comment justifier une telle dépense, alors même que les budgets alloués à la justice, à l'environnement, à la lutte contre la pauvreté, à la solidarité internationale, à la mobilité sont systématiquement rabaissés ?



**GEEN nieuwe gevechtsvliegtuigen  
PAS DE nouveaux avions de chasse**

Les interventions militaires auxquelles la Belgique veut manifestement encore participer permettent-elles réellement de construire un monde plus stable et plus en paix ? Pourquoi les autres moyens – pourtant moins coûteux en argent et en vies humaines et réellement constructifs – de travailler à la paix ne sont-ils pas pris en compte par notre gouvernement ?

Fragments du communiqué de la plateforme « Pas d'avions de chasse »  
Plus d'informations sur :  
<http://pasdavionsdechasse.be/>



## Bleu, comme l'Enfer ! De l'attractivité d'une Région

Bernard Lefevre,\*

**Pour cacher son incapacité à résoudre un problème, le médiocre cherchera un bouc émissaire à qui attribuer la cause du mal. L'honnête homme tentera quant à lui, par une analyse « holistique » et la plus objective que possible de comprendre, afin de tirer des enseignements pour l'avenir et éviter de revivre une situation désagréable, une autre déconvenue.**

Zalando ne s'installera pas à Dour et monsieur Pierre-Yves Jéholet, Ministre wallon (MR) de l'Economie en est fort marri. Et quand Jéholet est fâché, à l'instar du lama de *Tintin et le temple du soleil*, il crache sur tout ce qui bouge. Et particulièrement sur ces gréviculteurs de la FGTB qui font fuir le bon investisseur vers d'autres contrées, bien plus accueillantes.

Pour paraphraser Churchill, la violence de ses érucations haineuses, dignes des tweets de Donald Trump par leur médiocrité populiste, excède de loin la précision de ses tirs. Et ses missiles « antirouges » font plouf bien avant d'atteindre leur cible, comme ceux de Kim Jong-Un. Il n'y a pas de raison que la Wallonie n'ait pas aussi son clown, son docteur Folamour.

Dans son délire idéologique, monsieur Jéholet omet – sciemment ? – de prendre en compte le fait que la principale raison du choix de Zalando de s'installer aux Pays-Bas était que la législation sociale de ce pays s'avérait plus « souple » qu'en nos contrées, notamment en ce qui concerne le travail de nuit et sa rémunération.

Pourquoi alors notre justicier bleu-rouge de colère ne fustige-t-il pas le dumping

\* Délégué FGTB-SETCa

social pratiqué par certains pays membres de l'Union européenne au détriment des autres ? Et nous ne parlons pas ici d'un pays de l'Est en retard économiquement, mais d'un membre fondateur de la Communauté économique européenne !

A-t-il seulement jaugé, avant de vociférer contre le premier ennemi venu à son esprit étriqué, les conditions de travail que proposent des entreprises comme Zalando à ses travailleurs ? La dignité du travail serait-elle une valeur obsolète pour notre Ministre de l'Economie ? L'emploi à n'importe quel prix – mais ce n'est pas lui qui paie les pots cassés ! – c'est une forme de prostitution, de sacrifice des plus précaires au profit de spéculateurs sans aucun scrupule. En se faisant complice de telles entreprises, le monde politique, et sa caricature en la personne de monsieur Jéholet, se font proxénètes.

Le coreligionnaire de notre chantre de l'idéologie moutonnaire dominante, monsieur Willy Borsus, Ministre-Président de la Région Wallonne, se produira en spectacle, le 15 mai prochain, dans une conférence-débat mise sur pied par PWC<sup>1</sup> ayant pour thème : « *Pour une Wallonie plus forte : le développement économique au cœur de la politique du gouvernement wallon.* »

Dans l'annonce de cet événement, un paragraphe traduit parfaitement ce qu'en seront l'esprit et l'idéologie sous-jacents : « *Cette conférence-débat traduit notre volonté d'encourager la dynamique entrepreneuriale. Nous savons comme vous que la prospérité de notre région et de son économie dépend en grande partie de la vitalité de nos entreprises et de ses dirigeants.* » Ironie ou cynisme de l'histoire, cette conférence-débat aura lieu au Bois-du-Cazier à Marcinelle, haut lieu de mémoire du sacrifice des damnés du charbon à la prospérité de quelques-uns.

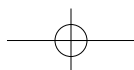
Posons-nous la question, à contre-courant de l'idéologie dominante, de ce qui pourrait contribuer à la prospérité d'une

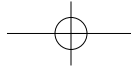
région et à son développement économique et social :

1. D'abord des travailleurs qualifiés, dont les aptitudes et compétences sont acquises et confortées par une politique ambitieuse en matière d'enseignement et d'éducation permanente ;
2. Des moyens de déplacement rendant possible une mobilité efficiente de toutes les parties prenantes à l'entreprise (travailleurs, clients, fournisseurs ...) ;
3. Des services publics assurant les meilleures conditions d'installation et de fonctionnement des entreprises, ainsi que les services essentiels aux citoyens ;
4. Une sécurité sociale solide mettant les travailleurs à l'abri en cas d'accident de vie ou de travail, garante de la stabilité sociale et faisant office de régulateur en cas de crise (chômage économique, technique ou de force majeure) ;
5. Des aides à l'investissement et à l'emploi, en échange d'un engagement à développer ses activités dans le respect des droits des travailleurs, des lois en vigueur dans la région et de l'environnement ;
6. Une fiscalité stable, mais juste, permettant une redistribution équitable de la croissance créée, ainsi que les investissements publics pour un mieux-vivre ;
7. Des négociations entre patrons et syndicats garantissant la prospérité économique et le progrès social des travailleurs et de leur famille (l'ascenseur social) ;
8. Etc.

Pour rappel, ces conditions ont fait leurs preuves durant les trente glorieuses.

<sup>1</sup> PriceWaterhouseCoopers, un des quatre grands cabinets d'audit, de fiscalité et de conseil au niveau mondial.





Pourquoi sont-elles donc devenues taboues de nos jours ? Tous simplement parce que les politiciens et les financiers sont en cheville pour accroître les inégalités, de sorte à constituer une masse de plus en plus importante de travailleurs précarisés, et donc taillables et corvéables à souhait, pour le plus grand profit d'une caste de plus en plus restreinte de privilégiés.

Cette doxa héritée des années Thatcher-Reagan, assimilée par une social-démocratie qui bafoue ses valeurs de base pour pouvoir accéder à l'assiette au beurre, entend exploiter jusqu'à la couenne les gens qui vivent à genoux et éradiquer ceux qui sont prêts à lutter debout pour défendre leur dignité de femmes et hommes libres.

Voilà pourquoi monsieur Jéholet voue aux gémonies la maléfique FGTB, laquelle a l'outrecuidance de contester l'ordre libéral, de dénoncer l'arbitraire

libéral et de combattre les inégalités. Et de l'accuser de causer la mort d'une région par ses actions irresponsables pour la défense des droits et intérêts des travailleurs et allocataires sociaux.

Or quand on observe autour de soi, que constatons-nous ? Notre niveau d'enseignement de plus en plus calamiteux, des routes dans un état pitoyable qui fait de nous la risée du monde entier (dommage que les nids de poule ne s'exportent pas ...), des services publics désossés, une sécurité sociale attaquée de toutes part au profit du privé, une justice devant exercer dans des locaux et avec des moyens dignes du dix-neuvième siècle, des prisons insalubres, des communes et CPAS exsangues, etc.

Et tout cela, on ne peut le mettre sur le dos de la FGTB, mais plutôt sur l'incapacité et la démission du monde politique, de quelque bord soit-il, à jouer ses rôles, fondamentaux pour la démocratie, de

régulateur et de redistributeur des richesses créées.

Ce que prône tout bonnement monsieur Jéholet et ses complices, c'est la dictature des possédants et l'esclavage des travailleurs. C'est offrir une masse critique de main-d'œuvre docile et âpre à toute tâche pour pouvoir survivre. C'est Germinal ! On n'en est pas encore là et c'est pourquoi Zalando est parti aux Pays-Bas.

Mais les grands bleus vont continuer à œuvrer pour que cela change et que des spéculateurs de tous horizons puissent s'installer chez nous en toute impunité pour sucer le sang du peuple et puis s'en aller.

Monsieur Jéholet est originaire du pays de Herve. Il pourra alors se targuer d'avoir fait de la Wallonie l'autre pays du fromage... et de l'exploitation sans limite. ■

## Non aux arrestations administratives des Sans Domiciles Fixes

Marc Denonville

La pauvreté s'étend et nous croisons de plus en plus de sans-abris dans nos rues. En février dernier, quand les températures ont brusquement chuté, leur sort est devenu plus inquiétant encore. Y voyant une possible solution, le bourgmestre MR d'Etterbeek Vincent De Wolf a pris une ordonnance visant à confier à la police l'arrestation administrative des sans-abris qui refuseraient d'intégrer les hébergements d'hiver. Cette décision est particulièrement interpellante.

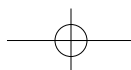
En effet, on peut réellement se demander si ce louable souci de « garantir la sécurité et d'offrir de l'aide aux personnes dans le besoin » - lequel n'est certainement pas étranger aux échéances électorales proches - ne cache pas une nouvelle étape dans la criminalisation de la pauvreté destinée à mieux la dissimuler plutôt qu'à l'éradiquer. Comme la chasse aux chômeurs, la traque des sans-papiers, la criminalisation des luttes sociales ou l'interdiction de mendier ou de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique, l'arrestation

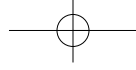
administrative des SDF s'inscrit dans une volonté de régler les problèmes sociaux par des mesures administratives de simple police. D'autre part, ce décret nous rappelle l'époque révolue depuis 1992 où la situation d'un SDF était assimilée au délit de vagabondage lequel conduisait au placement de leurs auteurs dans des « colonies agricoles de l'état » pour une durée de trois mois à deux ans.

Manifestement, Mr De Wolf oublie que les personnes qui refusent « l'hébergement » proposé, ont des raisons respectables motivées par des convictions personnelles ou des souhaits, comme celui de ne pas se séparer d'un animal familier, mais surtout par le refus de passer la nuit dans des lieux qui ne leur assurent pas les conditions élémentaires en matière d'hygiène, de sécurité et de respect de leur intimité. Il est curieux de constater qu'au même moment à Liège suite à une explosion due au gaz, les personnes évacuées de leur logement, ont été relogées à l'hôtel. Autrement dit

les personnes privées accidentellement de leur logement ont droit à l'hôtel, et ceux qui n'ont pas de logement ont droit à un lit de camp dans la promiscuité d'une salle commune jusqu'à 7 heures du matin. Chacun appréciera.

Au lieu de se draper derrière le sacrosaint devoir d'assister les personnes en danger, Mr De Wolf et ses émules devraient se mettre en tête que la problématique des SDF et des mal-logés n'est pas limitée à l'hiver. Cette problématique est liée à l'extension inexorable de la pauvreté qui doit être solutionnée par la satisfaction des droits sociaux fondamentaux et non par la répression. Cette année, le monde va célébrer le septantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dont les dispositions, notamment en matière de logement, sont reprises dans l'article 23, § 3 de la constitution belge garantissant à tous « le droit à un logement décent », et non pas l'obligation d'intégrer des asiles de nuit. ■





## A l'heure du repas, ne dites plus : bon appétit !, dites plutôt : bonne chance !

Guy Stroobant

**Après des falsifications extrêmement graves constatées au sein de l'entreprise Veviba, composante du groupe Verbist, qui représente un tiers de l'industrie belge de la transformation de la viande, les poulets à la dioxine, les œufs au fipronil, et maintenant l'affaire du saucisson de jambon Derwa, la litanie des scandales concernant le secteur alimentaire belge se poursuit.**

La constance avec laquelle ces scandales touchant la chaîne alimentaire belge reviennent à la une de l'actualité démontre qu'il ne s'agit pas de défaillances fortuites ni isolées, il ne s'agit pas non plus d'une histoire belge. La répétition de ces scandales trahit un infléchissement progressif de la Politique Agricole Commune (PAC) européenne, l'inscrivant toujours davantage dans le droit fil des intérêts des multinationales de l'agrobusiness, au mépris de la santé publique.

Dans un premier temps, la PAC a cherché à promouvoir l'accroissement de la productivité alimentaire en vue de permettre à la Communauté Européenne d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Cette politique, pour louable qu'ait été l'objectif poursuivi, menée dans le but exclusif de la productivité en dehors de toute autre préoccupation, n'a pas tardé à montrer plusieurs effets pervers pour

la santé publique et le bien-être animal.

On a pu constater une disparition des élevages en plein air au profit d'élevages concentrationnaires, où le contact entre les animaux entassés, et la terre, est remplacé par le contact du béton, et l'herbe, par le soja pour son prix compétitif. L'entassement du bétail a amené une plus grande vulnérabilité aux contaminations, auxquelles il fut répondu par un recours massif aux antibiotiques, qui furent ensuite utilisés de manière systématique comme stimulateurs de croissance.

Des souches bactériennes présentant une résistance croissante aux antibiotiques sont apparues, avec des dangers évidents pour la santé humaine. Une étape importante dans la dégradation de la qualité de la production alimentaire avait donc été franchie, dans le mépris de la santé publique, mais le pire était à venir. Un tournant majeur s'est opéré avec la réforme de la PAC en 1992. Jusque-là, l'agriculture européenne vivait préservée de l'instabilité des marchés mondiaux, mais depuis, sous l'influence de l'OMC, les prix agricoles européens ont rejoint les cours mondiaux. Les méthodes de production, les sources d'alimentation animale, les niveaux de production, sont dorénavant dictés par le marché mondial, et sa volatilité.

Venant d'un modèle dirigiste, la PAC est devenue une agriculture dérégulée. Deux groupes se dessinent progressivement parmi les producteurs agricoles : les éleveurs ou agriculteurs à la tête de grosses exploitations, adaptés au système et la petite paysannerie, pratiquant une

agriculture à visage humain, plus soucieuse de qualité et de bien-être animal, mais destinée à disparaître. L'intégrisme budgétaire européen, machine

### VEVIBA: ENCORE UN SCANDALE ALIMENTAIRE !



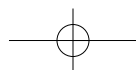
de guerre dirigée contre les droits sociaux et les services publics, vient fragiliser encore ce qui reste des compensations de survie octroyées à la petite paysannerie. À l'avenir, les marges de manœuvre de l'UE pour protéger la petite paysannerie seront restreintes sous l'action conjuguée des diktats du marché, et de l'intégrisme budgétaire.

Cette politique de fragilisation de la petite paysannerie sert visiblement à « faire le ménage », et laisser place nette, en faveur des multinationales de l'agrobusiness, c'est dans ce même esprit que les quotas laitiers ont été supprimés, et que les traités transatlantiques ont été conçus. Qui s'en étonnera : après Washington, Bruxelles occupe la deuxième place mondiale en matière de nombre de lobbyistes. A propos de lobbysme, un ancien dirigeant de l'AFSCA, l'organisme belge censé veiller sur notre sécurité alimentaire, travaille depuis deux ans en tant que consultant et lobbyiste dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique.

La boucle est bouclée ! ■

**Le Drapeau Rouge a besoin de votre soutien : abonnez-vous, présentez-le à des amis, diffusez-le.**

**Pour les conditions d'abonnement, voir page 20 de ce numéro. Merci !**



Suite de la page 5

occupés à bombarder la Syrie sont les trois principaux exportateurs d'armes vers l'Arabie Saoudite ? Tristes traders disions-nous ; des marchands de canons pour mieux servir Israël et accessoirement le gros business de l'armement.

### Ni russes ni rouges

Je me dois de rassurer les lecteurs. Je n'étais pas, je vous le jure, ni dans la suite de Donald dans la Trump Tower lors de la visite de M. DS-EP, ni dans la salle des miroirs du Palais de Versailles lorsque les deux jeunots, franco-saoudiens, parlaient des droits de l'homme, des enfants gazés par le boucher Assad et, surtout, de la vente des avions Rafale et autres jouets du genre dont raffolent nos droitdelommistes. Je me limite à vous raconter des idées qui me viennent à l'esprit. Foin de spéculations alors, passons aux choses sérieuses. Je vous invite à découvrir trois perles que vous ne trouverez jamais dans *Libération*, *Le Monde*, *Le Soir*, etc. etc. :

- La première vient du *New York Times* qui raconte comment un représentant, sur place, des Nations Unies informait que dans la Ghouta orientale, des snipers islamistes empêchent les civils de quitter leurs quartiers assiégés par l'Armée syrienne bien que le gouvernement ait ouvert des corridors pour permettre aux civils d'évacuer cette zone de combat.  
<https://www.nytimes.com/2018/03/09/world/middleeast/snipers-evacuations-ghouta-syria.html>

- La deuxième est une dépêche de l'AFP reprise par le magazine français *L'Express* signalant que «...plusieurs milliers de civils ont fui jeudi la ville de Hammouriyé et ses environs dans l'enclave rebelle assiégée de la Ghouta orientale vers des zones tenues par le régime syrien »  
[https://www.lexpress.fr/actualites/1/mo/nde/syrie-des-milliers-de-civils-fuient-l-enclave-rebelle-dans-la-ghouta-a-afp\\_1992568.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/mo/nde/syrie-des-milliers-de-civils-fuient-l-enclave-rebelle-dans-la-ghouta-a-afp_1992568.html)

- Et enfin, je tiens à vous présenter, si vous ne la connaissez pas, Caroline Galactéros.

Elle est docteur en Science politique et Colonel de réserve de l'armée française. Auditeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, directeur de Séminaire à l'École de guerre et du cabinet en intelligence stratégique 'Planeting'. Elle est également directrice du

*davantage que notre « Coalition internationale », elle cherche la paix, l'organise pragmatiquement, et est la seule depuis sept ans à engranger quelques résultats qui évidemment contreviennent à nos intérêts et à ceux de nos alliés régionaux ?*



think tank GéoPragma consacré à la géopolitique. Profil pas si banal, direz-vous. Encore moins banal son discours. Jugez vous-même : voici ce qu'elle disait deux jours avant le bombardement par la troïka (c'est moi qui souligne) :

(...) « *Personne ne se demande pourquoi cette nouvelle attaque chimique arrive maintenant, au moment même où la Ghouta orientale repasse sous contrôle gouvernemental syrien et parachève sa reconquête territoriale, face à des groupuscules rebelles rivaux globalement en déroute et plus que jamais prêts à se vendre au plus offrant pour survivre et espérer compter ? Personne ne s'autorise à douter un instant, quand le ministre russe des affaires étrangères rapporte que les observateurs du Croissant rouge syrien envoyés sur place n'ont rien vu ressemblant à une attaque ? Serguei Lavrov ment-il carrément au Conseil de Sécurité des Nations unies ou bien faut-il penser que Moscou ne contrôle pas tout ce qui se fait au plan militaire sur le théâtre ? Ou que des éléments de l'armée syrienne elle-même agiraient en électrons libres ou auraient été « retournés » ? À qui profite le crime ? C'est cette vieille question, mais toujours pertinente, qui paraît désormais indécente.*

*Quel serait pourtant l'intérêt de la Russie de laisser perpétrer une telle attaque, alors que, ne nous en déplaise, bien*

*On semble aussi avoir totalement oublié une donnée fondamentale du conflit : les malheureux civils de la Ghouta, comme ceux des ultimes portions du territoire syrien encore aux mains des « rebelles » djihadistes ou de Daech, sont des boucliers humains, peut-être même, en l'espèce, sacrifiés par ces mêmes apprentis démocrates suppôts d'al-Qaïda et consorts pour entraîner l'Occident dans une*

*guerre ouverte avec Moscou et Téhéran ».*

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/04/10/31002-20180410ARTFIG00277-pourquoi-la-france-ne-doit-pas-s-associer-aux-frappes-en-syrie.php>

Je vous le disais : Ni russes ni rouges. Ces trois perles ne viennent ni de Spoutnik ni de Russia Today ni d'une quelconque source communiste. Elles viennent du *New York Times*, de l'AFP, du *Figaro* ; ce dernier, organe traditionnel de la droite conservatrice française est de loin beaucoup plus honnête que des journaux 'otanisés' qui osent se prétendre de gauche comme *Le Monde* et *Libération*. On trouve, en effet, dans le *Figaro* des informations et positions plus à contre-courant sur des questions internationales que dans des journaux qui se prétendent marxistes. On comprend alors pourquoi les crimes en cours ne suscitent pas les protestations populaires qu'elles méritent ; jadis on aurait vu des milliers de gens dans les rues.

Quant au « Monsieur DS-EP », il s'agit du "Deep State" DS en anglais et « État profond » EP en français. Concept qui a sûrement de l'avenir. Il définit un pouvoir parallèle, constitué essentiellement d'une alliance entre la grande finance et l'industrie de l'armement. Pouvoir bien plus puissant que l'officiel et qui norme le fonctionnement de ce dernier. ■

# Comment Bruxelles et Washington ont installé Mobutu <sup>1</sup>

Georges Berghezan

*Passionnant ouvrage<sup>(1)</sup> que propose Ludo De Witte à qui s'intéresse à l'histoire du Congo, en particulier à la période particulièrement troublée entre l'assassinat de Patrice Lumumba, premier Premier ministre du Congo indépendant, et la prise du pouvoir de Mobutu quatre ans plus tard. De Witte s'est fait connaître par la publication de son livre L'assassinat de Lumumba en 1999. Son retentissement donna lieu à une commission parlementaire qui ne put que reconnaître la lourde responsabilité de la Belgique dans ce meurtre.*

Le Congo ne se résigna pas à la disparition de son leader, immensément populaire. Mais la plupart des proches de Lumumba, soit changèrent de camp et s'accommodèrent du régime dirigé par le président Kasa Vubu, pro-occidental, soit choisirent l'exil, en particulier en fuyant à Brazzaville, capitale de l'autre Congo, alors engagé sur une voie socialiste. Cependant, jusqu'en 1963, les tensions se sont concentrées au Katanga, la riche province minière qui avait fait sécession sous la direction de Moïse Tshombe, ouvertement soutenu par le patronat belge et dont l'armée, composée en partie de mercenaires occidentaux, était encadrée par des officiers de l'ancienne puissance coloniale.

Une fois le problème du Katanga réglé et le pays réuni, éclatèrent les rébellions des partisans lumumbistes. Le premier maquis se développa dès août 1963 dans le Kwilu, dans l'ouest de cet immense pays, et était dirigé Pierre Mulele, qui reve-

nait d'une formation militaire en Chine. Quelques mois plus tard, l'insurrection gagnait l'est du Congo, en particulier le Sud-Kivu, le Maniema, le nord du Katanga et la province Orientale. Face à l'incurie de l'armée congolaise, les combattants *simbas* (du mot « lion » en swahili) allaient rapidement contrôler un vaste territoire, d'environ un tiers du Congo, et établir, en août 1964, la capitale de leur « république populaire » à Kisangani, alors encore nommée Stanleyville, troisième ville du pays. Leurs leaders, bien que rarement au front et fréquentant assidûment les hôtels les plus luxueux des pays voisins, étaient Gaston Soumaliot, Christophe Gbenye et un certain Laurent Kabila, dont l'heure de gloire viendrait plus de trois décennies plus tard.

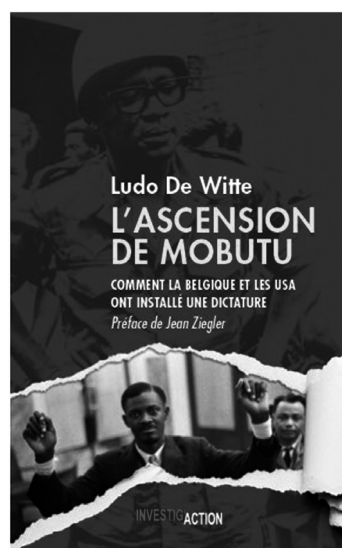
L'absence de leader compétent, intègre et idéologiquement conséquent, à l'exception de Mulele dont le maquis perdura jusqu'en 1968, n'explique pas elle seule la déroute de la rébellion des *simbas*. De Witte est particulièrement sévère pour ces apprentis-soldats qui, se croyant invulnérables grâce aux pratiques magiques de la *dawa*, refusaient tout entraînement militaire. En outre, des abus envers la population civile, ainsi que – isolément – envers les Belges encore sur place, leur aliénèrent le soutien populaire local et facilitèrent leur diabolisation par les médias occidentaux.

Ceci ouvrait la voie à une riposte particulièrement brutale. À Kinshasa, à l'époque encore affublée du patronyme colonial de Léopoldville, Tshombe fut rappelé d'exil et nommé Premier ministre au nom de la « réconciliation nationale ». Au Katanga, une armée de mercenaires, principalement belges et sud-africains, fut constituée, pilotée par des officiers belges et renforcée par des éléments de l'armée

congolaise, elle-même dirigée par le général Mobutu et, surtout, par les « gendarmes katangais » rentrés d'exil avec leur leader. Les États-Unis, qui soutenaient à coup de dollars le régime de Léopoldville, assuraient la logistique de l'opération. Objectif : reprendre Stanleyville. En novembre 1964, alors que la colonne s'en rapprochait et que les rebelles avaient menacé de mettre à mort les centaines de Belges et les quelques dizaines d'Américains qu'ils avaient sous la main, une pseudo-opération humanitaire fut montée. Tandis que les mercenaires s'apprêtaient à pénétrer en ville et à y commettre un odieux massacre de civils et rebelles confondus, des paracommandos belges étaient parachutés par des avions de la CIA et allaient délivrer une grande partie des Blancs retenus en captivité.

## Effets désastreux d'une opération « humanitaire »

Si les rebelles exécutèrent, à Stanleyville, quelques dizaines de Blancs, ce sont peut-être 20.000 Congolais qui furent tués lors de l'assaut des mercenaires et, dans les jours suivants, par les sbires du sinistre Victor Nendaka, chef des services de renseignement. Après qu'une opération similaire ait été montée à Isiro (alors Paulis), les mercenaires reprirent petit à petit l'essentiel du territoire rebelle. Il faut noter ici que les *simbas* ne manifestaient a priori aucune hostilité à l'encontre des Blancs présents dans leur territoire et que la grande majorité de ceux qu'ils exécutèrent le furent en riposte à l'offensive aéroterrestre belgo-américaine, un peu comme, vingt-cinq ans plus tard au Kosovo, la quasi-totalité des exactions commises par des combattants serbes le furent après le début des bombardements de l'OTAN.



<sup>1</sup> Ludo De Witte, *L'ascension de Mobutu, Comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*, Ed. InvestigAction, 2017

Au début 1965, outre le maquis muleliste, seule une petite région, à cheval sur le Kivu et le Katanga, au bord du lac Tanganyika, tenait encore bon. Dans cette région montagneuse, les rebelles étaient dirigés, malgré son absence quasi-permanente, par Laurent Kabila. En avril 1965, ils eurent la surprise de voir débarquer un groupe de Cubains et leur chef, Che Guevara en personne. Pendant plusieurs mois, ceux-ci tentèrent de dynamiser la résistance. Mais la pratique de la *dawa*, le refus de s'entraîner et le mépris des hommes en armes envers la paysannerie finirent par dégoûter le contingent cubain. Alors que les États-Unis avaient eu vent d'une présence cubaine et multipliaient les patrouilles aériennes et navales et que les mercenaires commençaient à cerner le maquis, Fidel Castro ordonna la retraite vers la Tanzanie, à travers le lac. Cette première expérience cubaine en Afrique – péchant par une méconnaissance totale du terrain – s'avéra donc un échec, *un fracaso* comme l'écrivit le Che. Dès que les dirigeants de Léopoldville ne craignirent plus d'être renversés par la rébellion, les mercenaires – honnis par

toute l'Afrique – devinrent indésirables et Tshombe fut remercié en octobre 1965 par Kasa Vubu. Celui-ci ne parvenait cependant pas à faire élire un successeur par le parlement, ce qui ouvrit grandes les portes à Mobutu qui, le mois suivant,



« Merci, Monsieur Mobutu »

renversait le Président et mettait en congé le parlement. À Bruxelles, le roi Baudouin, le ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, et son chef de cabinet, Étienne Davignon, applaudirent le putsch, synonyme de stabilité pour les intérêts économiques du royaume. Pour

les États-Unis, la menace d'une déferlante communiste sur l'Afrique centrale était écartée. Et même les régimes africains progressistes, comme l'Égypte de Nasser, l'Algérie de Ben Bella et la Tanzanie de Nyerere, se satisfirent de l'éviction de Tshombe et nouèrent des relations avec le dictateur.

Ainsi s'écrivit une des pages les plus sombres de l'histoire du grand Congo. Aujourd'hui, les maux induits par la colonisation et les interventions néo-colonialistes continuent à marquer le destin du pays, où corruption, dépendance, omnipotence des élites et des hommes en armes, mépris et exploitation éhontée des classes laborieuses sont toujours de mise. En ce sens, le livre de Ludo De Witte éclaire magistralement les racines du « mal congolais ».

Un regret cependant, car il aurait rendu l'ouvrage encore plus percutant : l'absence de cartes, illustrant par exemple les territoires sous contrôle des rebelles ou les avancées des colonnes de mercenaires. ■

## Le complot de la France et la CPI contre Laurent Gbagbo \*

De nouveaux documents publiés par *Mediapart* semblent révéler que le transfert à La Haye de l'ancien président ivoirien est le fruit de collusions politiques entre le procureur de la CPI et des diplomates français et onusiens.

Alors que depuis deux ans Laurent Gbagbo doit répondre de crimes de guerre et crimes contre l'humanité devant les juges de la Cour pénale internationale (CPI), *Mediapart* publie une série de documents sur les conditions de l'arrestation, le 11 avril 2011, et du transfert de l'ancien président ivoirien à La Haye. Le site d'information français dénonce des collusions entre le procureur de l'institution de l'époque, Luis Moreno-Ocampo, des diplomates français et onusiens et Alassane Ouattara. Joseph Bemba, spécialiste du droit international réagit à ces nouvelles révélations. Selon lui, ce document semble révéler que la Cour pénale internationale a été soumise à des pressions politiques. C'est grave. Si c'est le cas, cela veut dire

qu'elle n'agit plus strictement dans le cadre du droit mais après des tractations politiques.

*Le procureur de la CPI s'appuyait-il néanmoins sur des éléments juridiques pour demander l'arrestation et le transfert de l'ancien président à la prison de la Cour aux Pays-Bas ?*

Théoriquement, cette arrestation est bien fondée sur une base légale. En effet, la reconnaissance de la compétence de la CPI a été faite par Laurent Gbagbo lui-même en 2003. Lorsqu'Alassane Ouattara est arrivé au pouvoir, il a confirmé cette reconnaissance de la Cour en disant qu'il consentait à ce que les événements de la crise électorale soient examinés.

*Selon vous, le procureur de la CPI avait-il suffisamment d'éléments pour délivrer un mandat d'arrêt contre Laurent Gbagbo ?*

Ce que l'on observe, c'est que depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo, le procureur a des difficultés à réunir des preuves contre l'ancien président ivoirien. Cette

difficulté est en train d'irriguer tout le procès, puisque, aujourd'hui encore, les audiences montrent que le parquet a du mal à établir la culpabilité de Laurent Gbagbo.

*Alors que la Cour pénale internationale est de plus en plus critiquée en Afrique, pensez-vous que ces nouvelles révélations vont ternir son image ?*

Ces nouveaux éléments risquent d'accroître la défiance contre la Cour Pénale Internationale. Dans le procès Gbagbo, il y a un autre problème qui est que seul un camp a été, pour l'heure, traduit devant la CPI, alors même que des rapports des Nations Unies ont dénoncé des crimes ont été commis dans les deux camps. C'est ressenti comme une injustice. Ces choses-là donnent le sentiment que la Cour est partielle et rend une justice à deux vitesses.

*\* Fragments d'un entretien publié par la revue Jeune Afrique. Nous reviendrons sur ce dossier dans notre prochain numéro.*

## Palestine : le grand oubli

Bruno Drewski

**Depuis le début de la guerre d'Afghanistan en 1979, les Palestiniens n'ont pas de chance. Chaque fois que leur cause connaît un regain de sympathie et que le monde découvre par-dessus la « clôture de sécurité » en béton haute de plusieurs mètres leur situation réelle, un événement se produit qui détourne l'attention. Ce qui fait dire à beaucoup d'entre eux que derrière chaque crise dans le monde arabo-musulman, il y a toujours ou presque le gouvernement de Tel Aviv à la manœuvre. Cette fois-ci, alors que la victoire de l'armée syrienne semblait acquise, l'affaire des armes chimiques présumées a éclaté et servi de prétexte aux bombardements par les Etats-Unis et deux de leurs alliés.**

Ce qui a fait oublier la violence des répressions des manifestations des « journées de la terre » en Palestine au cours desquelles l'armée d'occupation a tiré sur des manifestants « armés » de pierres, causant de nombreux morts et blessés. La question palestinienne reste malgré tout centrale car c'est par rapport à elle que se positionnent les régimes arabes, qu'ils la mettent en avant quand ils soutiennent les droits des Palestiniens ou qu'ils l'ignorent quand ils veulent établir des relations privilégiées avec les puissances soutenant Tel Aviv.

Géopolitiquement, la Palestine dans ses frontières dessinées lors des accords Sykes-Picot, coupe en deux parties séparées l'aire culturelle arabe, empêchant ces pays de s'unir comme ils en rêvaient au sortir de la colonisation. Symboliquement, la Palestine, c'est Jérusalem/al Quds, le berceau de la culture sémitique, donc aussi arabe. C'est vers cette ville que juifs, chrétiens et musulmans ont dirigé leurs premières

prières. Elle symbolise la venue des temps messianiques où devraient régner la paix et la justice, ce qui parle aussi aux athées. La Palestine, c'est enfin le droit au retour exigé par une résolution de l'ONU pour que les réfugiés expulsés en 1948 puissent revenir sur leur terre. Droit imprescriptible même si les accords d'Oslo semblaient avoir mis cette question sous le boisseau. Si la question de Gaza est si brûlante, ce n'est pas seulement parce que c'est le territoire le plus densément peuplé au monde, le plus fermé également et sans doute l'un des plus maltraités à cause du blocus, du manque d'eau potable, d'électricité et de services sanitaires de base. C'est aussi parce que quatre Gazaoui sur cinq sont des réfugiés vivant à un jet de pierre des terres dont ils ont été expulsés et qui ont été distribuées à des colons amenés là au nom de la compensation pour les malheurs subis par d'autres juifs en... Europe.

La Palestine, c'est aussi la question d'un Etat dont la légitimité découle d'une réinterprétation de la religion juive par des politiques surtout laïcs qui lisent la Bible comme s'il s'agissait d'un contrat foncier conclu entre un peuple et son Dieu au dépens d'autres peuples. Interprétation que les rabbins traditionalistes ont rejetée jusqu'à ce que des « laïcs » la détournent. La question palestinienne résume donc les contradictions de l'Europe d'avant 1945 quand le concept de nationalité ethno-religieuse a été opposé au concept progressiste de nation territoriale, comme elle résume les contradictions du monde arabe, partagé entre des monarchies qui doivent leur survie à l'appui des puissances coloniales relayées depuis par les USA face aux aspirations de leurs peuples.

La plupart des Palestiniens vivant sous occupation ont connu à un moment ou à

un autre de leur vie la prison dont ce sont quelques noms emblématiques qui constituent la face émergée de l'iceberg de l'archipel des prisons israéliennes. De plus, les Palestiniens doivent se battre seuls car leurs voisins sont traversés par des tensions exacerbées par des ingérences étrangères et que la société israélienne a vu disparaître la plupart des mouvements pacifistes au profit de tendances d'extrême droite religieuses ou laïques. Les Palestiniens semblent seuls aussi car l'Autorité palestinienne a perdu depuis longtemps tout mandat représentatif et que les accords d'Oslo n'ont eu pour résultat que de mettre un terme à la lutte armée en faisant de la police palestinienne le supplétif des forces d'occupation. Restent le Hamas et le FPLP pour mener des activités militantes.

Mais la gauche internationale hésite, hélas, à soutenir le principe qui fut le sien, à savoir qu'on doit être solidaire d'un peuple en lutte et qu'on ne peut lui refuser le droit de choisir ses méthodes de combat et ses organisations de résistance. Cette résistance-là a aussi subi les conséquences du « printemps arabe » puisqu'une partie du Hamas a été tentée de suivre, après 2011, les pétromonarchies contre ses alliés traditionnels, Syrie, Iran, Hezbollah, ce qui a contribué à diviser ses rangs. Aujourd'hui, la masse des Palestiniens manifeste sans plus faire allégeance à l'une ou l'autre des factions politiques, ce qui repose la question du projet étatique. L'échec d'Oslo, la disqualification des Etats-Unis comme médiateur suite à la décision de reconnaître Jérusalem comme capitale de « l'Etat juif » et les effets de la colonisation de la Cisjordanie semblent démontrer le caractère caduc de la « solution à deux Etats » ce qui pose donc celle du retour de la revendication de la solution à un Etat, unifié, laïc, démocratique, non ethnique.■



## Karl Marx, le retour

Marc Pierret

**La pièce de Howard Zinn (1922-2010) « Marx in Soho » dans son titre original, imagine le retour de Karl Marx, plus d'un siècle après son départ pour l'au-delà. Cependant, ce n'est pas au Soho de Londres, proche du British Museum et de sa bibliothèque où il avait écrit, « Das Capital », réagissant à chaud sur des événements comme la révolution de 1848, la commune de Paris de 1871, mais au Soho de New York, au cœur de Manhattan que l'auteur du Capital se réincarne pour une heure. Il établit un parallèle entre la misère qu'il côtoyait à Londres et celle qu'il découvre à Manhattan. C'est ce contexte qu'en 1999, Howard Zinn choisit pour exprimer ses propres positions par rapport à ceux qui parlent de la mort du marxisme mais aussi de certaines de ses déformations. Pour lui, la critique marxiste du capitalisme reste fondamentalement vraie.**

Lorsque Marx se rendait de son logement à la bibliothèque du British Museum pour travailler, il devait enjamber mendiants et éclopés grelottant au milieu des détritrus. À New York, l'actualité décrit les villes comme des cloaques où règne toujours la violence. L'alcoolisme et la toxicomanie y font des ravages. Les prisons surpeuplées sont la réponse à la criminalité. Marx avait pourtant insisté sur la nécessité d'éliminer les conditions sociales qui poussent à la criminalité plutôt que de réprimer à tout va.

Le capitalisme et la libre entreprise ont certes apporté des avancées techniques spectaculaires dans les moyens de transport et de communication, dans l'indus-

trie du luxe... mais en contraste flagrant avec la réalité des innombrables laissés-pour-compte. Howard Zinn dépeint un Karl Marx pieds nus, vêtu d'un T-shirt en loques et d'un jeans avachi, au milieu d'une pièce meublée seulement d'un fauteuil défoncé. Des paperasses et des journaux jonchent le sol. Il saisit un rapport du Département américain au Travail qui affirme que la quantité de biens produite est répartie d'une manière inégale : 1 % de la population dispose de 40 % des richesses, avec comme corollaire, une dégradation des conditions de travail et du niveau des salaires.

En dépliant un journal, il apprend la gigantesque fusion de la Chemical Bank et de la Chase Manhattan Bank dont il résulte une fulgurante ascension boursière de l'action. En revanche, 12 000 travailleurs perdent leur emploi. Le capitalisme n'est guère plus humain qu'hier.

Le gouvernement américain ne cesse de favoriser les riches au détriment de la classe ouvrière. Des terres libres sont octroyées au privé pour la construction d'un chemin de fer. Des travailleurs chinois ou irlandais sont embauchés. Si ceux-ci ont l'outrecuidance de critiquer leur condition, s'ils se soulèvent, la réponse du gouvernement est d'envoyer l'armée pour les mater.

De son vivant, l'impérialisme britannique maintenait l'Irlande sous sa coupe et Marx y répondait en réclamant l'abolition des frontières : « *Travailleurs de tous pays, unissez-vous* ». Les guerres actuelles en Afrique, en Palestine, en Europe engraisent toujours le complexe militaro-industriel. La guerre du Golfe, loin de se contenter d'éliminer des dictatures, ne vise qu'à soutenir l'industrie et l'impérialisme. On est bien loin des espoirs nourris dans les écrits de Marx où il appelait de ses vœux la Dictature du Proletariat. Marx en voit un exemple concret dans la Commune de Paris (du 18

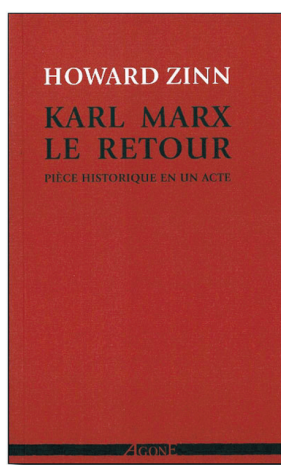
mars au 28 mai 1871) : égalité des salaires pour tous, diminution du temps de travail. La culture n'est pas négligée et sous

l'impulsion de Courbet, le grand Courbet, l'art est à la portée de tous : les musées et les théâtres sont gratuits. La peine de mort est abolie et la guillotine détruite. Dans cet État prolétarien, la police est devenue superflue.

Cette éphémère expérience révolutionnaire prit fin avec le printemps par une

répression féroce qui coûta la vie à pas moins de 30 000 personnes. Le socialisme n'était pas censé reproduire les erreurs du capitalisme. Une fraction du monde a voulu appliquer les doctrines marxistes. Que constate-t-on en URSS ? La perversion du concept de dictature du Proletariat au profit d'une dictature du Parti et du Comité central qui accapare le pouvoir. D'anciens camarades de lutte sont déportés ou fusillés. Des interprétations qui déviaient de la ligne imposée sont bannies et déclarées contre-révolutionnaires.

La pièce de Zinn ne laisse pas de présenter un Marx qui reconnaît ses faiblesses, l'erreur d'avoir cru au déclin du capitalisme et d'avoir surestimé la force de sa pensée. « *J'étais foutrement sûr de moi !* » À la fin de la pièce, Howard Zinn dénonce l'aliénation du travailleur qui se dépossède de ses forces, de sa maîtrise au profit d'un système qui le dépasse. C'est la marchandisation de la force de travail qui contraint le prolétaire à se vendre lui-même en se rendant étranger au produit de son travail, comme l'avait formulé Marx dans ses *Manuscrits de 1844*. Ceci concerne non seulement les travailleurs, mais aussi les scientifiques, les poètes et les créateurs. L'art, la littérature, la musique, en bref, la beauté est devenue une marchandise. ■



1 Howard Zinn, Karl Marx le retour, Ed. Agone

## Soutenir **Le Drapeau Rouge** !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**  
**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que  
 ce n'est que grâce à ses lecteurs  
 que la presse militante survit !**

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

Robert Verteneuil  
 Secrétaire Général de la FGTB • pp. 2-4

### FICTION

*Aux USA : le retour de Hillary !*  
 Vladimir Caller • pp. 5 & 15

### SOCIAL

*Les petits-jobs comme avenir*  
 Martin Willems • pp. 6-7

### ACTUALITÉ

*Belfius : pour une banque  
 au service de l'intérêt général*  
 Romain Gelin • pp. 8-9

*De l'affaire Skripal à la Ghouta*  
 Roland Marounek • pp. 10-11

### SOCIAL

*Bleu, comme l'Enfer !*  
*De l'attractivité d'une Région*  
 Bernard Lefevre • pp. 12-13

*Non aux arrestations administratives  
 des Sans Domiciles Fixes*  
 Marc Denonville • p. 13

### ACTUALITÉ

*Veviba*  
 Guy Stroobant • p. 14

### LECTURE

*Sur l'ascension de Mobutu* de Ludo De Witte  
 Georges Berghezan • p. 16-17

### INTERNATIONAL

*Palestine : le grand oubli*  
 Bruno Drewski • p. 18

### CULTURE

*« Marx in Soho » (théâtre) de Howard Zinn*  
 Marc Pierret • p. 19

### Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Lejeune,** Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

**Bruxelles :** Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Filigrane,** 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide,** Place Brugmann, 1050 Ixelles • **La Borgne Agasse,** 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • **Aurora,** 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • **Joli Mai,** 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • **Librairie de Rome,** 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • **Librairie Joao Afonso,** 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles. **Charleroi :** Librairie



### Journal du Parti Communiste

**Éditeur responsable :** Claude Coussement  
**Rédacteur en chef :** Vladimir Caller

**Nous contacter ?**  
 dr@particomuniste.be

**Adresse :** 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles  
**tél. :** 0477 23 70 58 • 02 537 66 81

**Abonnement annuel :** 15 € • à l'étranger : 23 €

**Abonnement de soutien :** 25 €

**Abonnement de grand soutien :** 50 €

**Chômeurs, étudiants :** 8 €

**Compte en banque :**

IBAN BE89 0004 1185 1185

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !